Relance : le chèque en blanc des économistes suisses

Autor(en): **Antille Gaillard, Gabrielle**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1288

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1015005

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le chèque en blanc des économistes suisses

Un groupe d'économistes, réunis autour de Jean-Christian Lambelet, viennent de signer un manifeste pour la relance. Fruit de réflexions diverses, voire antagonistes, leurs conclusions ne convainquent pas.

NOUS POUVONS SOUSCRIRE au diagnostic des économistes qui viennent de signer un manifeste en faveur de la relance: l'économie suisse est confrontée à des difficultés d'ordre structurel, amplifiées par une demande intérieure anémique. Mais les remèdes proposés ne convainquent pas; certains sont trop vagues, d'autres contradictoires.

Le flou artistique est probablement voulu, afin d'emporter l'adhésion la plus large parmi les économistes du pays. Mais de ce fait, les signataires cautionnent sans les connaître les mesures plus précises qui seront prises au nom du manifeste.

Quels choix, quels diagnostics?

Il s'agit bien d'un blanc-seing lorsque le manifeste demande un leadership fort autour d'un ensemble de mesures soutenues par toutes les forces politiques, quel que soit finalement le contenu précis de ces mesures. Blanc-seing encore quand les signataires affirment que des choix difficiles devront être faits pour assurer des bases solides à l'Etat social. Mais quel type de choix sur la base de quel diagnostic? Le flou permet l'adhésion de nombreux économistes. En réalité les mesures envisageables sont très diverses et peuvent répondre à des conceptions divergeantes de l'Etat social. Blanc-seing toujours lorsque le manifeste, au chapitre des réformes structurelles, parle de la nécessaire «modernisation des systèmes éducatifs». Que faut-il entendre par là: la privatisation de l'enseignement ou une réorganisation des systèmes et la rénovation des programmes?

Ce flou mis à part, d'autres points laissent perplexes.

Ainsi les auteurs du manifeste préconisent un transfert de ressources des industries produisant pour le marché intérieur vers les entreprises exportatrices. Veut-on saigner à blanc les secteurs qui travaillent pour l'économie domestique, notamment les petites et moyennes entreprises? Par ailleurs, si le pays exporte la majorité de sa production, il devra importer la plus grande partie de sa consommation, une stratégie irréalisable dans certains domaines tels que les services.

Les économistes signataires proposent de financer l'assurance chômage par la TVA, donc par l'ensemble de la société, sous prétexte d'assurer une plus grande solidarité. D'accord pour que le financement de l'assurance chômage n'incombe pas exclusivement au facteur travail. Mais pourquoi ne pas évoquer la taxation des autres facteurs de production tels que le capital et les ressources naturelles? Les signataires admettent que le financement de l'assurance chômage par la TVA entraînera une augmentation des prix, mais, poursuivent-ils, au vu de la situation économique, les salaires ne bénéficieront vraisemblablement pas d'une indexation totale. En clair, le financement de l'assurance chômage sera assumé par les consommateurs, alors qu'actuellement il est réparti de manière égale entre les salariés et les employeurs.

Augmenter, baisser les salaires

Quelques lignes plus loin, au sujet de la politique monétaire et des risques d'inflation, on peut lire que la non-adaptation des salaires nominaux au renchérissement est un moyen simple de faire baisser les salaires réels et donc le coût du travail. Avouons que nous y perdons notre latin! En effet la proposition 8 du manifeste insiste sur la nécessité d'améliorer le pouvoir d'achat des bas et moyens revenus pour relancer la consommation. Or le pouvoir d'achat ne croîtra pas si les salaires ne sont pas indexés et si la TVA augmente. Les auteurs du manifeste admettent que ce prélèvement sur la consommation plutôt que sur les revenus du travail va modifier la distribution de la richesse entre le capital et le travail – sans mentionner d'ailleurs que cette modification se fera au détriment du travail – mais ils soulignent que tel est le prix à payer pour créer des emplois.

Enfin, on ne peut ignorer le contexte général dans lequel s'inscrivent les mesures proposées. Les auteurs du manifeste sont persuadés du retour de la croissance dès lors que leurs propositions seront réalisées. Un retour qui permettra la création de suffisamment d'emplois pour que le chômage retombe à un niveau qu'il est convenu d'appeler structurel. Et si tel n'était pas le cas? Dans cette situation d'incertitude, ne vaudrait-il pas mieux réfléchir à l'organisation d'une société où règne une pénurie de travail rémunéré? N'est-il pas temps d'imaginer de nouveaux critères, complémentaires au produit intérieur brut, pour mesurer le développement d'une économie et le bien-être des individus? Pour les signataires du manifeste, l'urgence est de revenir à la croissance telle qu'on l'a connue jusqu'à la fin des années 80. Mais il y a fort à parier que cette croissance ne concernera alors qu'une partie de la population. Un Etat démocratique et social ne doit-il pas se préoccuper du sort de l'ensemble de ses habitants? *gag*

Médias

LIVE, TITRE ANGLAIS, pour le nouveau journal d'entreprise de Novartis, le géant bâlois.

LA REVUE SUISSE DE SCIENCE POLITIQUE consacre un numéro thématique à une comparaison entre l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. La plupart des sujets sont traités en allemand mais des résumés en français et en anglais en facilitent l'approche.

LE JOURNAL D'ENTREPRISE de chocolaterie Camille Bloch à Courtelary s'appelle tout simplement *Bloch-Notes*.

RENAISSANCE DU JOURNAL *Le Pays romand* comme organe mensuel de l'UDC en français. *cfp*